

Département de la Haute Loire

Commune de
RAUCOULES

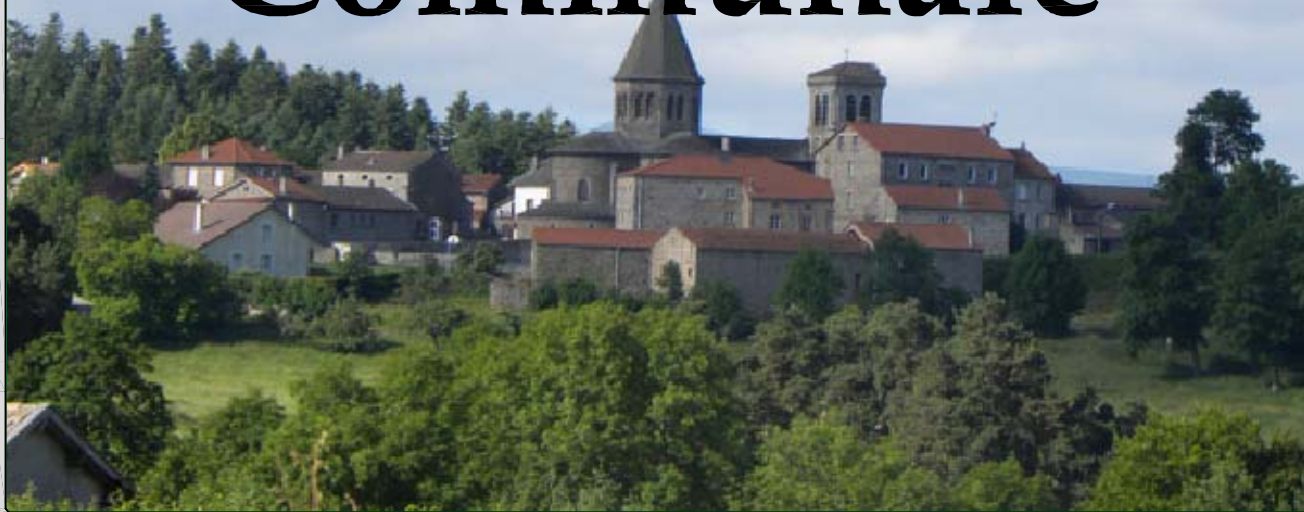
7

Avis de la Mission
Régionale d'Autorité
Environnementale et
des autres personnes
publiques associées



34, Rue Georges Plasse
42300 ROANNE
Tel. : 04 77 67 83 06
E-mail : urbansme@realites-be.fr

Carte Communale



CARTE COMMUNALE

Délibération du Conseil Municipal

15 Novembre 2013

Arrêté Préfectoral

23 Janvier 2014

REVISION

Révision :

Prescription par délibération du Conseil Municipal en date du 20 Janvier 2016

Approbation : 10 Mars 2017 et 12 Juin 2017

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Municipal en date du 10 Mars 2017

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date du 12 Juin 2017



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
relative à la révision de la carte communale
de la commune de Raucoules (Haute-Loire)**

Décision n° 2016-ARA-DUPP-00105

DÉCISION du 12 septembre 2016
après examen au cas par cas
en application des articles R104-28 et suivants du code de l'urbanisme

Le président de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L104-1 à L104-8 et R104-1 à R104-33 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision prise par la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes dans sa réunion du 1^{er} juin 2016 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 sus-cité ;

Vu la demande enregistrée sous le n°2016-ARA-DUPP-00105, déposée complète par le maire de Raucoules le 12 juillet 2016 relative à la révision de la carte communale de la commune de Raucoules (Haute-Loire) ;

Vu la contribution du directeur départemental des territoires de la Haute-Loire en date du 30 août 2016 ;

Le directeur de l'agence régionale de santé ayant été consulté par courrier électronique en date du 12 juillet 2016 ;

Considérant que le dossier présenté consiste en une révision de la carte communale de Raucoules (43) portant sur l'extension de la zone artisanale (ZA) des Lardons, et la mise à jour des parcelles soumises à droit de préemption sur le secteur de la gare ;

Considérant que le projet d'extension de la zone artisanale des Lardons constitue le principal enjeu environnemental de la révision de la carte communale et qu'il consiste à désigner constructibles 3,2 ha de zones actuellement non constructibles, en extension de l'actuelle zone d'activités, pour atteindre une surface totale de 4,7 ha ;

Considérant que le dossier joint au formulaire présente de manière détaillée les enjeux du territoire et en particulier ceux de la zone impactée par le projet d'extension,

Considérant que, suite à l'identification de l'enjeu lié à la préservation des zones humides, le dossier indique qu'une étude détaillée sera élaborée sur les enjeux liés à l'hydrographie et aux zones humides dans le cadre du dossier loi sur l'eau de façon à assurer leur bonne prise en compte ;

Considérant qu'au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, le projet de révision de la carte communale ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de révision de la carte communale présenté par le maire de Raucoules, concernant la commune de Raucoules (43), n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le plan peut être soumis.

Article 3

En application de l'article R104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera mise en ligne et jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Le président de la mission régionale d'autorité
environnementale Auvergne-Rhône-Alpes



Jean-Pierre Nicol

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La décision soumettant à évaluation environnementale peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à

compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
siège de Clermont-Ferrand
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

- Recours contentieux

Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand
6 cours Sablon
CS 90129
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

Service Développement
et Animation locale

Hôtel Interconsulaire
16 Bd Bertrand
BP 20343
43012 LE PUY EN VELAY Cedex
Tél : 04 71 07 21 35
Fax : 04 71 09 03 42
www.haute-loire.chambagri.fr

Le Puy-en-Velay, le 16 août 2016

Monsieur le Maire
MAIRIE
43290 RAUCOULES

Objet : Révision de la carte communale de la commune de Raucoules.

Monsieur le Maire,

Le dossier de révision de la carte communale de votre commune parvenu à nos services le 18 juillet 2016 fait part d'une augmentation de la surface réservée aux activités économiques de 3.3 ha. L'agriculture est concernée pour 2 ha, dont plus de la moitié est en terre labourable. Toutefois soucieuse du développement économique de la commune, la Chambre d'Agriculture ne fait pas d'objection à cette opération. Bien sûr, les deux exploitants agricoles affectés par ce projet recevront l'indemnité d'éviction qu'il leur est due sur la base du protocole départemental.

Le reste du dossier n'apporte pas de remarque.

La Chambre d'Agriculture émet donc un AVIS FAVORABLE.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sincères salutations.

Le Président,



Laurent DUPLOMB



Haute-Loire le DÉPARTEMENT

Monsieur Bernard SOUVIGNET
Maire de Raucoules
7 rue de la Mairie
43290 RAUCOULES

Monistrol sur Loire, le 25 juillet 2016

Direction des Services Techniques

Pôle de Territoire de Monistrol/Loire
Tél : 04 71 61.79.50
Fax : 04 71 61.79.59

Affaire suivie par : Nicole BOYER

**Objet : Révision carte
communale de Raucoules**

Monsieur le Maire,

Dans le cadre de la révision de la carte communale de Raucoules, vous sollicitez l'avis du Conseil Départemental.

Votre projet de révision concerne l'extension de la zone artisanale des Lardons située en bordure des Routes Départementales 105 et 64.

Je donne un avis favorable à votre projet sous réserve de réaliser l'accès à cette zone sur la RD 64, son emplacement précis sera défini au cours de l'instruction de la demande d'aménagement.

Veuillez recevoir, Monsieur le Maire, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

**Pour le Président,
Le Directeur des Services Techniques**


J. ROBERT



PREFET DE LA HAUTE-LOIRE

Direction départementale des territoires de la
Haute-Loire

Séance du 8 septembre 2016

Service aménagement du territoire
13, rue des moulins CS 60350
43 009 Le Puy-en-Velay cedex

Révision de la carte communale
de Raucoules

Tél : 04 71 05 83 40

Décision de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers de la Haute-Loire (CDPENAF)

Le conseil municipal de la commune de Raucoules a prescrit, par délibération du 20 janvier 2016, la révision de sa carte communale approuvée par arrêté préfectoral du 23 janvier 2014.

La commune a transmis le projet de carte communale pour avis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Après avoir entendu les présentations respectives du rapporteur de la commission et du maire de la commune de Raucoules.

Les membres de la commission ont constaté :

- que le projet consiste à déclasser 3,2 hectares de terrains agricoles, forestiers et naturels afin de les inscrire en secteur constructible à vocation économique de la carte communale ;
- que 1,7 hectares correspondent à des parcelles agricoles cultivées et à des prairies de fauche, exploitées par deux groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) qui déclarent une surface agricole utile (SAU) importante (169 hectares et 135 hectares déclaration PAC 2016) ;
- que 1,5 hectares correspondent à des parcelles boisées inscrites en secteur de boisement interdit au plan de réglementation des boisements approuvé le 29 janvier 2015 ;

En conséquence la CDPENAF,
considérant que le projet aura une incidence limitée sur la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, émet un avis favorable au projet de révision de la carte communale de la commune de Raucoules.

Conformément à l'article L 112-1-1 alinéa 8 du code rural et de la pêche maritime, le présent avis doit être joint au dossier d'enquête publique.

Pour le préfet,
Le directeur départemental des territoires,

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive letter 'L' followed by a small dot.

Département de la
Haute-Loire

Arrondissement
d'Yssingeaux

PETR Pays de la
Jeune Loire

Mairie – 43200
YSSINGEAUX

PETR Pays de la Jeune Loire
Commission Schéma de COhérence Territoriale
Réunion du 10 octobre 2016

Décision n°2016-6

Etaient présents :

Claude VIAL, Jacques FAURE, Gilbert RUEL, Joseph CHAMPAVERT, Jean-Pierre GIRAUDON, Eliane WAUQUIEZ-MOTTE, Robert VALLAT, Jean-Pierre BARTHELEMY, Guy VEROT

Assistaient également à la réunion :

Romain GAYTON

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L-5741-1 à L 5741-5 portant sur le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural

Vu les statuts du PETR Pays de la Jeune Loire, notamment l'article 9 portant sur la commission SCoT

Révision de la carte communale de RAUCOULES

Les conditions de quorum étant atteintes, la commission SCoT,

Après avoir pris connaissance du dossier de révision de la carte communale de la Commune de RAUCOULES, à l'unanimité :

- **Rend un avis favorable sans réserve sur la compatibilité de cette révision avec le S.C.O.T. de la Jeune Loire.**

Par délibération du 20 janvier 2016, la Commune a souhaité prescrire une nouvelle révision de sa carte communale. Les cartes communales ne disposant pas, au contraire des PLU, de procédures permettant de modifier une partie seulement du document, la Commune de Raucoules pour faire face aux demandes en matière de foncier économique a lancé une procédure de révision générale de son document. La Commune précise que la démarche a donc ciblé exclusivement les questions concernant le foncier économique et que les modifications apportées portent seulement sur cet aspect. De fait la Commission SCoT se prononce uniquement sur ces évolutions.

La Commission a jugé que l'extension de la zone des Lardons était compatible avec le SCoT car elle s'inscrit dans la stratégie intercommunale de la Communauté de Communes du Pays de Montfaucon, qu'elle constitue bien une extension d'une zone urbanisée existante et que le traitement de la zone sera fait de manière globale (traitement des déchets, des eaux pluviales, aménagement...). En outre, la surface a été jugé relativement faible et l'impact sur l'agriculture limitée.

Fait à La Séauve sur Semène,
Le 07 octobre 2016,

Le Président du PETR
Claude VIAL





PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

Direction de la Citoyenneté
et de la Légalité

Bureau des collectivités territoriales
et de l'Environnement

ARRETE N° BCTE-2017/173

portant approbation de la carte communale précisant les modalités d'application des règles générales d'urbanisme de la commune de Raucoules

Le préfet de la Haute-Loire,

VU les articles L.111-3, L.131-4, L.160-1, L.161-1 à L.161-4, L.163-1 à L.163-10, L.171-1 du code de l'urbanisme ;

VU les articles R.161-1 à R.161-8, R.162-1 et R.162-2, R.163-1 à R.163-9 du code de l'urbanisme ;

VU les articles R.111.1 à R.111.53 du code de l'urbanisme constituant les règles générales d'urbanisme ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret du Président de la République du 30 septembre 2015 portant nomination de M. Eric MAIRE en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

VU l'avis favorable de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers du 8 septembre 2016 ;

VU l'arrêté du 09 novembre 2016 du maire de Raucoules, soumettant à enquête publique le projet de carte communale du 1^{er} décembre 2016 au 31 décembre 2016 inclus ;

VU le rapport du commissaire-enquêteur ;

VU la délibération du 10 mars 2017 du conseil municipal de Raucoules approuvant la carte communale précisant les modalités d'application des règles générales d'urbanisme ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRETE :

ARTICLE 1er - La carte communale de Raucoules précisant les modalités d'application des règles générales d'urbanisme est approuvée.

ARTICLE 2 - Copie du présent arrêté sera affichée en mairie de Raucoules pendant un mois.

Un exemplaire du dossier correspondant sera déposé en mairie de Raucoules et à la préfecture.

Mention de l'affichage de l'arrêté préfectoral en mairie et des lieux où le dossier peut être consulté sera inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département (LE PROGRES).

ARTICLE 3 - L'arrêté susvisé sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

ARTICLE 4 - Les effets juridiques attachés à l'approbation de la carte communale de Raucoules ont pour point de départ l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité prévues à l'article R 163-9 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 5 – Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Raucoules, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait au PUY-EN-VELAY, le **12 JUIN 2017**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Rémy DARROUX

Voies et délais de recours -

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication

AR PREFECTURE

043-214301590-20170310-DCH17_CME_3_3-DE
Reçu le 16/03/2017DEPARTEMENT
Haute-Loire

Nombre de membres		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	15	14

Date de convocation

6 mars 2017

Date d'affichage

6 mars 2017

Objet de la Délibération

APPROBATION DE LA CARTE
COMMUNALEExtrait du registre des délibérations
du Conseil Municipal de la commune
de RAUCOULES

Séance du 10 mars 2017

L'an Deux Mil Dix Sept et le dix mars à vingt heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bernard SOUVIGNET, Maire.

Présents : M. MOUNIER, Mme SOUCHON, M. TEYSSIER, TOURON, Mmes ALLEMAND, BARALLON, BASTIN, FAYARD, PAILLET, MM. DELOLME, MANIOULOUX, PESSEAT, PLATON.

Absent excusé : M. CHARRAS

Vu les articles L.161-1 et suivants R.161-1 et suivants du code de l'urbanisme

Vu la carte communale opposable sur le territoire communal approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 15 novembre 2013 et co-approuvée par arrêté préfectoral en date du 23 janvier 2014

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 20 janvier 2016 prescrivant la révision de la carte communale

Vu la délibération de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers en date du 8 septembre 2016

Vu la décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale en date du 12 septembre 2016

Vu les avis des personnes publiques associées

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 2 janvier 2017

Vu les pièces du dossier

Monsieur le Maire rappelle que le conseil municipal a délibéré en date du 20 janvier 2016 pour prescrire une révision de la carte communale approuvée en 2014. L'objectif de la révision consiste à étendre la zone intercommunale d'activités artisanales des Lardons, zone spécifique relative aux activités nuisantes définie sur la carte communale. Il s'agit également de mettre à jour le droit de préemption sur le secteur de la Gare au vu des acquisitions déjà réalisées par la commune.

Monsieur le Maire rappelle que par décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale en date du 12 septembre 2016, la révision de la carte communale n'a pas été soumise à étude d'évaluation environnementale.

Monsieur le Maire informe que le dossier a été soumis à plusieurs consultations :

Avis favorable du Conseil Départemental sous réserve de réaliser l'accès à la zone artisanale des Lardons par la RD 64 en date du 25 juillet 2016

AR PREFECTURE

043-214301590-20170310-DCM17_CHE_3_3-DE
Reçu le 16/03/2017

Avis favorable de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers en date du 8 septembre 2016

Avis favorable du PETR du Pays de la Jeune Loire (SCOT) en date du 10 octobre 2016

Monsieur le Maire signale que la révision a été soumise à enquête publique du 1^{er} décembre au 31 décembre 2016 inclus. Aucune question n'a été posée durant l'enquête, seule une inscription sur le registre d'enquête publique sans observation. Le commissaire enquêteur a remis un avis favorable.

Aucune modification du dossier n'a donc été réalisée à la suite de l'enquête publique.

Concernant le droit de préemption, il fera l'objet d'une délibération spécifique à la suite de l'opposabilité de la révision de la carte communale.

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le projet de révision de la carte communale (rapport de présentation, documents graphiques, annexes).

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé

DÉCIDE :

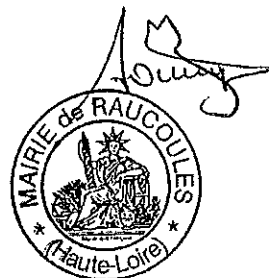
- d'approuver la révision de la carte communale de la commune ;
- de transmettre la carte communale au Préfet pour une approbation conjointe

INFORME qu'une fois la carte communale opposable après co-approbation par le Préfet, mesures d'affichage et de publicité, une délibération du Conseil Municipal sera prise pour modifier le droit de préemption.

Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie conforme

A RAUCOULES, le 10 mars 2017
Le Maire,



AR PREFECTURE

043-214301590-20170630-DCM3-DE
Regu le 17/07/2017Extrait du registre des délibérations
du Conseil Municipal de la commune
de RAUCOULESDEPARTEMENT
Haute-Loire

Séance du 30 juin 2017

DCM3

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Municipal	En Exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	15	15

Date de convocation

22/06/2017

Date d'affichage

22/06/2017

Objet de la Délibération

Institution du Droit de
Préemption

L'an Deux Mil dix-sept et le 30 juin à vingt heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Bernard SOUVIGNET, Maire.

Présents : MM. MOUNIER, MM. TEYSSIER, Mmes SOUCHON, FAYARD, ALLEMAND, BARALLON, BASTIN, PAILLET, MM. CHARRAS, MANIOULOUX, PESSEAT, PLATON.

Absents excusés : Mr Bernard DELOLME (pouvoir à MM SOUVIGNET) et Mr Jean-Marc TOURON (pouvoir à MM MOUNIER)

Vu la carte communale approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 15 novembre 2013 et approuvée par arrêté préfectoral en date du 23 janvier 2014 et révisée par délibération du Conseil Municipal en date du 10 mars 2017 et approuvée par arrêté préfectoral en date du 12 juin 2017.

Considérant l'article L.211-1 du code de l'urbanisme qui offre la possibilité aux communes dotées d'une carte communale approuvée d'instituer un droit de préemption dans un ou plusieurs périmètres délimités par la carte en vue de la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'aménagement.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune possède une carte communale approuvée par délibération 23 janvier 2014 et par arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 et révisée par délibération du Conseil Municipal en date du 10 mars 2017 et approuvée par arrêté préfectoral du 12 juin 2017. Dans ce cadre, la commune a la possibilité d'instaurer un droit de préemption.

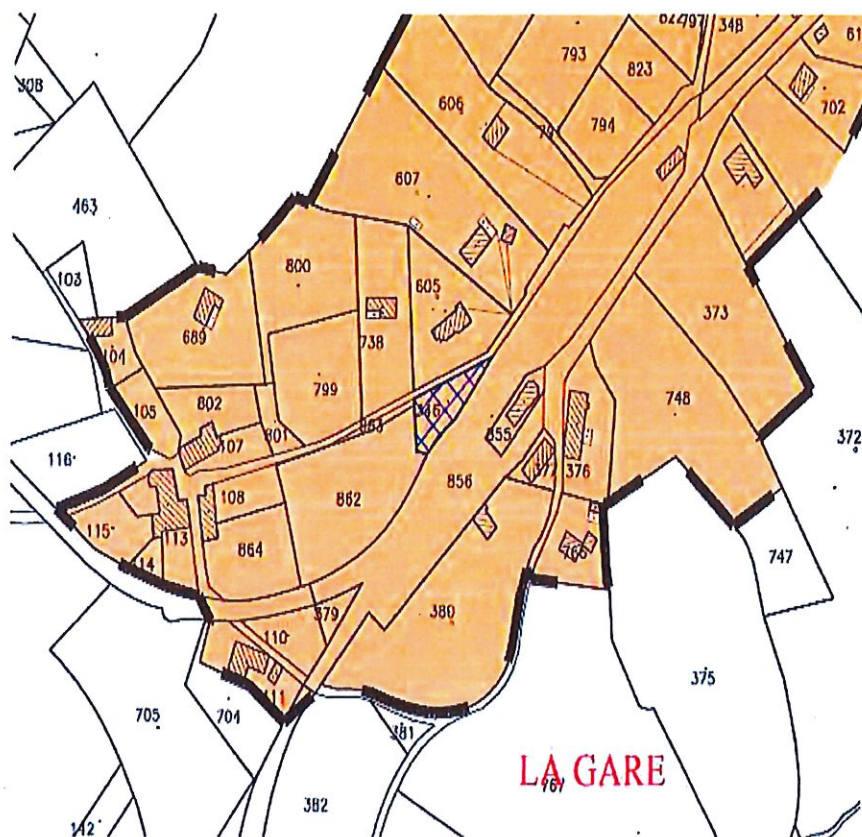
Monsieur le Maire propose aujourd'hui d'instaurer un droit de préemption pour plusieurs projets et sur plusieurs secteurs, conformément à l'article L.210-1 du code de l'urbanisme :

- Sur le secteur de Oumey – la Gare, section E, parcelle 346, pour une superficie cadastrale de 690 m², pour un projet d'aménagement touristique (notamment des espaces publics, stationnement, ...). En effet, il s'agit de finaliser l'aménagement du site, amené à devenir le point de départ de la voie verte et du petit train touristique, par le biais d'un travail sur les espaces publics, la création de parkings, le réaménagement de la gare, la création d'un local de garage pour le petit train et pourquoi pas le développement de

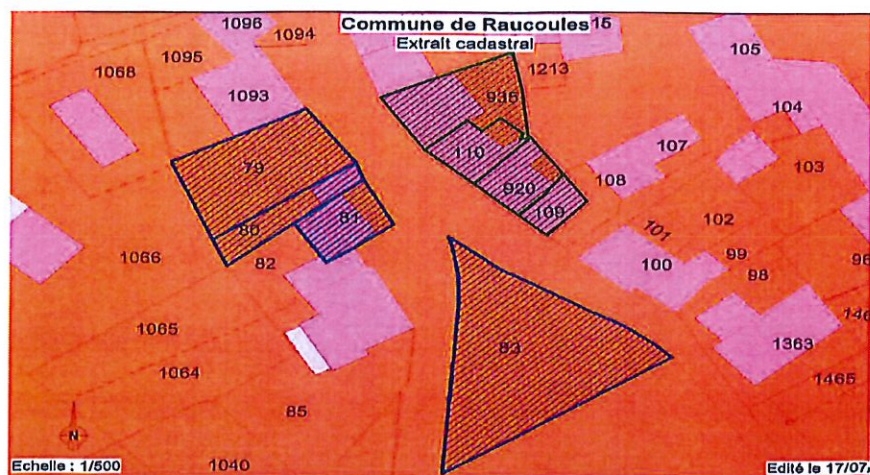
AR PREFECTURE

043-214301590-20170630-DCM3-DE
Reçu le 17/07/2017

l'hébergement touristique, d'une boutique de produits locaux et point d'informations, ...



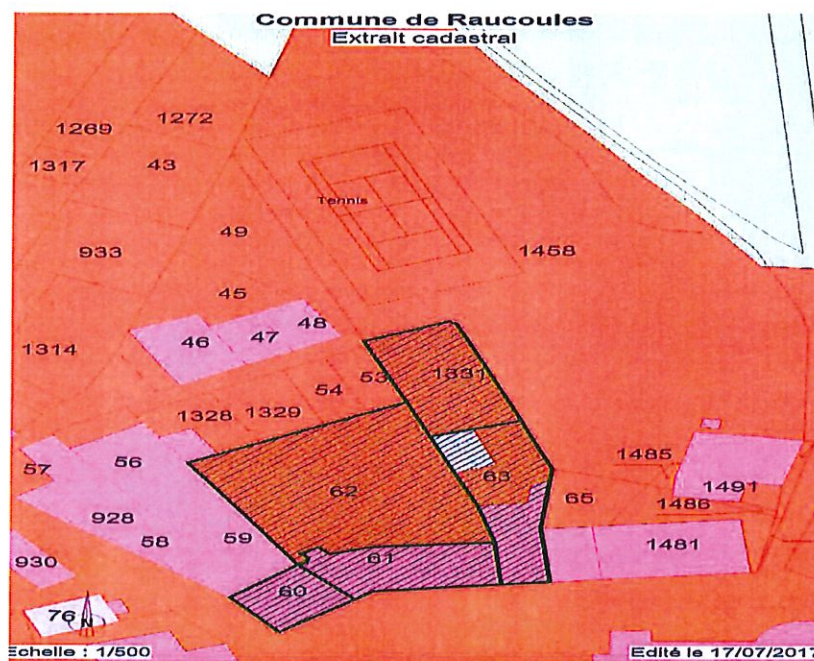
- Sur le secteur du Bourg, section C, parcelles 109 (49 m²), 110 (111 m²), 920 (100 m²) et 935 (211 m²) ; section D, parcelles 79 (360 m²), 80 (140 m²), 81 (125 m²) et 83 (675 m²) ; pour un projet d'élargissement de la Rue de Martinet au niveau du carrefour avec la Rue de la Salaison. En effet, compte tenu du trafic de poids lourds pour accéder à la salaison il convient d'aménager cette intersection afin d'améliorer la sécurité et permettre aux véhicules venant de la salaison de tourner à gauche en direction d'Yssingeaux.



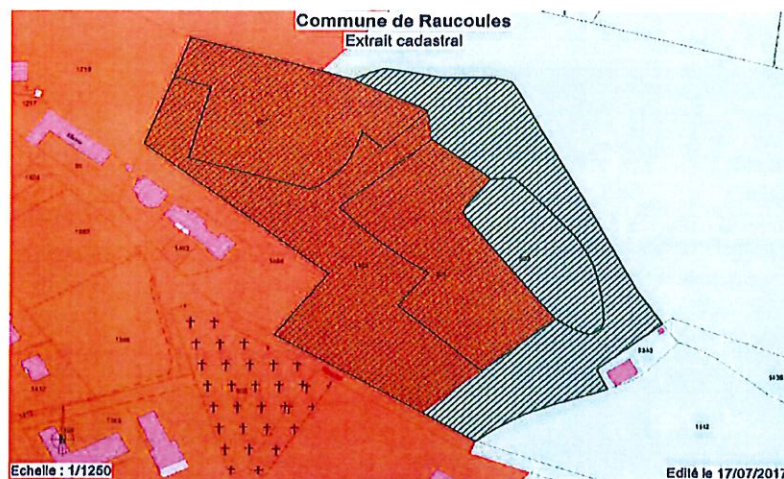
AR PREFECTURE

043-214301590-20170630-DCH3-DE
Regu le 17/07/2017

- Sur la Place de l'Eglise, section C, parcelles 60 (90 m²), 61 (75 m²), 62 (615 m²), 63 (243 m²) et 1331 (225 m²), pour un projet de création d'une maison de séniors et permettre l'accessibilité à la parcelle C 62 directement par le parking communal de la Place Augustine. Concernant la parcelle C 60 la commune a pour projet de l'acquérir afin de maintenir ce local en commerce dont la commune est actuellement locataire et propriétaire du fond de commerce Bar-restaurant mis à disposition à un gérant. Ce bâtiment est également mitoyen avec la boulangerie (C 59) propriété de la commune et mitoyen avec le projet de la maison de séniors.



- Rue de la Mairie, lieu-dit « Les plateaux de Ribeyre », section C parcelles 507 (4185 m²), 508 (4390 m²), 509 (2010 m²) et 1462 (12159 m²), pour un projet de réserve foncière en vue d'étendre notre espace parking, agrandir l'espace de loisirs (foot, pétanque et vestiaires...) et extension des services communaux.



AR PREFECTURE

043-214301590-20170630-DCM3-DE

Regu le 17/07/2017

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DÉCIDE :

- D'instaurer le Droit de Prémption pour ces projets tel que présentés précédemment et sur les secteurs délimités précédemment
- De donner délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption conformément à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales et précise que les articles L.2122-17 et L.2122-19 sont applicables en la matière

Le droit de préemption entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une insertion dans deux journaux.

Une copie de la délibération sera transmise :

- à la Sous-Préfecture
- au service départemental des services fiscaux
- au président du Conseil supérieur du notariat
- à la Chambre départementale des notaires
- au barreau constitué auprès du Tribunal de Grande Instance
- au greffe du même tribunal.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en Mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L.213-13 du code de l'urbanisme.

Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie certifiée conforme.

A Raucoules, le 30 juin 2017

Le Maire,
B. SOUVIGNET

